



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial
Mission politiques environnementales

AP n° 82-2023-~~11~~ 03 - 0000h

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

SCA QUALISOL
851 chemin de Carrel
82100 CASTELSARRASIN

exploitation d'un silo de stockage de céréales et de ses installations annexes, lieu-dit
«Lantourne» - 82400 GOUDOURVILLE

article L.171-8 du Code de l'environnement

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n° 2010-447 délivré le 10 mars 2010 à la société « QUALISOL » pour l'exploitation de silos et installations de stockage et de conditionnement de céréales, à l'adresse « Lantourne » sur le territoire de la commune de Goudourville ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 août 2023 transmis à l'exploitant en date du 30 août 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement fixant un délai de réponse de l'exploitant sous quinze jours ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 août 2023, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées a constaté le non fonctionnement de plusieurs sondes de température (4) sur les cellules de stockage verticales ne permettant pas de détecter un auto-échauffement des matières végétales stockées ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions réglementaires applicables à ce type d'installations et notamment de prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que l'établissement est situé dans une zone urbanisée impliquant la présence de tiers à proximité rapprochée et situé en limite de la liaison routière (D813) Agen-Montauban ;

Considérant que ces manquements sont susceptibles d'aggraver le risque d'incendie et d'explosion et d'émissions de polluants atmosphériques ;

Considérant que l'ensemble des constats précités représente des dangers graves pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société QUALISOL de respecter les dispositions réglementaires susvisées ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn et Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société QUALISOL dont le siège social est situé 851, chemin de Carrel 82100 CASTELSARRASIN autorisée à exploiter une installation de stockage, conditionnement et séchage de céréales sise au lieu-dit « Lantourne » sur le territoire de la commune de Goudourville (81400), est mise en demeure de respecter, **sous un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les termes de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en équipant chaque cellule de stockage d'une sonde de température en état de fonctionnement de nature à prévenir tout risque d'auto-échauffement pouvant générer un incendie ou une explosion.

ARTICLE 2 : Délais

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Sanction

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera transmise au chef de l'unité interdépartementale de la DREAL Occitanie ainsi qu'au maire de Goudourville et au sous-préfet de Castelsarrasin et sera notifié à la société QUALISOL.

Montauban, le 03 NOV. 2023

Le préfet,

Pour le préfet par délégation

Le sous-préfet,

secrétaire général adjoint



Julien Henrard

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Tarn et Garonne. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;*
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.*